

més soient les intellectuels et les jeunes n'est pas seulement dû à l'apathie politique encore fort étendue parmi les travailleurs. Il reflète aussi l'état de mécontentement beaucoup plus direct que la dictature bureaucratique a créé dans ces milieux. Les travailleurs pouvaient, à la rigueur, se contenter d'une amélioration de leur niveau de vie et d'un accroissement marginal de leurs droits syndicaux à l'entreprise. Pour les intellectuels et les jeunes, la revendication de la liberté de création artistique et littéraire, de la liberté de discussion scientifique et, par implication, politique, représente un besoin vital, sans lequel ils risquent d'étouffer. En liquidant les aspects extrêmes du stalinisme sans établir un véritable climat de démocratie socialiste, la bureaucratie a simplement supprimé les moyens de dissuasion les plus extrêmes contre les revendications des intellectuels et des étudiants, sans leur accorder satisfaction. Cela ne pouvait pas ne pas provoquer une crise de plus en plus virulente, qui aboutira inévitablement à des explosions.

L'évolution dans ce sens était d'autant plus fatale que la faillite de la bureaucratie sur le plan de l'idéologie est beaucoup plus nette que son échec — seulement partiel — sur le plan économique. La bureaucratie a été incapable de substituer au stalinisme une doctrine tant soit peu cohérente. Elle a même été incapable de se réapproprier sa propre histoire. A travers les « manuels » de philosophie, d'économie politique, et d'histoire du P.C.U.S., péniblement réécrits année après année, puis remaniés et retirés de la circulation, après des simulacres de discussions, cette faillite éclate avec une netteté particulière, surtout par comparaison avec les réussites éclatantes des sciences naturelles et de la technique en U.R.S.S.

La faillite idéologique de la bureaucratie s'exprime également dans la crise croissante au sein du « camp socialiste » et du mouvement communiste international. Certes, cette crise n'a pas des causes purement idéologiques ; elle reflète des oppositions d'intérêts entre des bureaucraties nationalistes ; elle reflète des rapports différents entre ces bureaucraties et l'impérialisme. Mais l'impuissance de la bureaucratie, surtout de la bureaucratie soviétique, à élaborer un semblant de doctrine acceptable pour l'ensemble des Etats ouvriers, tant en ce qui concerne les rapports avec l'impérialisme qu'en ce qui concerne les voies de construction de l'économie et de la société socialistes, stimule incontestablement les tendances centrifuges au sein du camp.

De ce point de vue, le bilan de l'ère Kossyguine-Brejnev est encore plus catastrophique pour la bureaucratie soviétique que celui de l'ère de Khrouchtchev. Des quatorze Etats ouvriers, huit échappent aujourd'hui au contrôle du Kremlin (dans l'ordre chronologique : Yougoslavie, R.P. de Chine, R.D. de Corée, R.D. du Vietnam, Albanie, Cuba, Roumanie, Tchécoslovaquie). Avec l'autonomie croissante de la Tchécoslovaquie, la tentation de l'autonomie croît également en Pologne et en Hongrie. Si elle ne s'exprime pas aussi en R.D.A., c'est parce que la domination bureaucratique de ce pays dépend directement du soutien militaire de l'U.R.S.S.

Dans le mouvement communiste international, la politique de « coexistence pacifique » et de « compétition économique » a fait perdre au Kremlin le contrôle de la plupart des forces communistes dans l'Asie du sud et du sud-est, et condamne les forces qui lui restent fidèles à devenir de plus en plus minoritaires en Amérique latine. Cette politique, pleinement approuvée par la plupart des P.C. des pays impérialistes, les place en porte-à-faux par rapport aux mouvements jeunes en plein essor, et réduit à l'extrême leur capacité de pénétration dans cette nouvelle avant-garde.